



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## **« L'AUTRE PLACE TAHRIR » QUE FAIRE DE LA REVOLUTION YEMENITE ?**

Hélène Thiollet

(Chercheur associée au CERI-Sciences Po)

Depuis plusieurs semaines, la communauté internationale tente de peser sur l'avenir du Yémen. Le Conseil de sécurité de l'ONU a finalement publié la résolution 2014 qui demande l'arrêt des violences dans le pays. Le prix Nobel de la paix 2011 a distingué, entre autres, Tawakkul Karman, journaliste yéménite de 32 ans, militante des droits de la femme et de la liberté d'expression, une des figures des manifestations de la place Tahrir de Sana'a, « petite sœur » de la place cairote. Malgré ces coups de projecteur, la révolution yéménite et la guerre civile qui l'a suivie restent dans l'ombre. Au-delà d'une résolution en demi-teinte et d'un prix Nobel, après la chute du pouvoir en Tunisie, en Libye et en Egypte et alors que la répression fait rage en Syrie, que peut faire la communauté internationale au Yémen ?

## RETOUR SUR LES CAUSES DE LA REVOLUTION

Dans les années 1990, le Yémen réunifié semblait avoir échappé à l'autoritarisme caricatural. En cooptant les élites tribales et les forces d'opposition – dont le parti islamiste al-Islah (La Réforme) dirigé par le cheikh Al Ahmar –, le président Saleh assurait la paix sociale et la stabilité politique du pays en faisant un usage plutôt parcimonieux de la violence. Depuis plusieurs années, trois facteurs ont contribué au repli du régime : une guerre civile au Nord, une rébellion sécessionniste au Sud et l'effondrement de l'économie du pays le plus pauvre du Moyen-Orient.

Le pouvoir a vu trois de ses soutiens traditionnels se retourner contre lui. Les partis de l'opposition parlementaire, lassés de processus électoraux fantoches, ont progressivement radicalisé leur discours anti-Saleh. Certains chefs tribaux ont, peu à peu, déserté les réseaux du pouvoir, provoquant la fragmentation de l'Etat central et la parcellisation du territoire. Enfin, une partie de l'armée, notamment certains anciens compagnons d'armes du Président comme Ali Mohsen, a fait défection et choisi le camp des « révolutionnaires », moins par conviction démocratique que par refus de la transition dynastique préparée par le Président pour son fils et par souci de conserver ses prébendes.

Les *shabab* (jeunes insurgés qui animent les manifestations contre le pouvoir depuis janvier 2011) se sont invités dans un jeu d'influences instable et violent qui met en péril la continuité de l'Etat sur un territoire agité de tensions sécessionnistes. Les manifestants de « l'autre place Tahrir » ne se reconnaissent que très marginalement dans l'opposition parlementaire et ne sont pas, non plus, alignés sur les revendications des groupes islamistes radicaux. Ils incarnent l'usure du régime, la crainte de voir le pays s'enfoncer dans le chaos de guerres civiles de plus en plus violentes et l'hostilité à la politique américanophile du Président. Instrumentalisés, tantôt par le gouvernement, tantôt par l'opposition, tantôt par les militaires renégats, ils ont été ignorés dans les tentatives de médiation internationale menées par le Conseil de coopération du Golfe (CCG). A la fois protégés et pris en otage par les

divisions d'Ali Mohsen ou les groupes armés qui s'affrontent dans les rues des villes du pays ou dans les régions tribales, ces porte-parole de la révolution ont du mal à se faire entendre.

Blessé en juin dans une attaque du palais présidentiel, le président Ali Abdallah Saleh est rentré de sa convalescence saoudienne le 23 septembre et promet régulièrement, depuis plusieurs mois, de quitter le pouvoir. En attendant, la désagrégation de l'Etat yéménite se poursuit. Les attentats se multiplient, les combats entre les gardes républicains et l'opposition font rage dans les régions de Sana'a et de Taz, la guérilla entre des groupes islamistes armés et des troupes gouvernementales s'intensifie à Zinjibar et au-delà dans le Sud. Dans un contexte de guerre civile, la confusion est entretenue entre les combats où s'affrontent l'opposition et le pouvoir, les luttes entre factions de l'opposition, les actions terroristes attribuées à Al Qaida ou à d'autres groupes islamistes et une criminalité qui se greffe sur une situation d'insécurité croissante. Le départ d'un leader déjà affaibli voire marginalisé et qui négocie son immunité suffira-t-il à apaiser les tensions ?

## **UNE DICTATURE PROTEGEE**

Sur la scène internationale, les pays du Golfe et les Etats-Unis ont largement contribué à la survie du régime jusqu'à ce jour. Après le 11 septembre 2001, le Yémen a capitalisé sur la guerre contre le terrorisme pour négocier l'aide financière et le soutien militaire d'une communauté internationale qui l'avait ostracisé en 1991 à cause du refus d'Ali Abdallah Saleh de voter le déclenchement de l'opération Tempête du désert contre l'Irak de Saddam Hussein. Depuis 2001 donc, le régime monnaie le soutien du CCG, des Etats-Unis et de l'Union européenne contre le cantonnement d'Al Qaida aux régions tribales. Cette rente sécuritaire a aussi permis à Ali Abdallah Saleh, entre autres, d'écraser dans le sang la rébellion houthiste au

Nord du pays grâce à l'intervention directe de l'Arabie Saoudite en 2009 et à l'aide militaire américaine. En retour, au grand dam de la population et de l'opposition, les Etats-Unis peuvent utiliser des drones pour éliminer des cibles identifiées comme liées à Al Qaida dans l'Est et le Sud du pays.

Pourtant, la coopération stratégique entre Sana'a, Washington et Bruxelles s'est révélée peu efficace. Le Président Saleh a, tour à tour, soutenu et réprimé l'islamisme radical yéménite en fonction de son agenda politique intérieur, provoquant la méfiance des pays occidentaux. Les Etats-Unis, l'Europe et le CCG n'ont par ailleurs jamais été totalement convaincus de la capacité de leur partenaire yéménite à assurer un contrôle efficace des territoires tribaux et des groupes islamistes armés. De fait, la présence stratégique étrangère n'a pas empêché le transfert, en 2009, de la cellule mère d'Al Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) de l'Arabie Saoudite vers le Yémen pas plus qu'elle n'a mis fin aux enlèvements réguliers de touristes, aux trafics, d'armes, de drogue et d'êtres humains. Enfin, elle n'a pas empêché l'éclatement de deux guerres civiles au Nord et au Sud du pays depuis 2003. Une intervention militaire aujourd'hui aurait-elle des chances de ralentir la décomposition de l'Etat et d'empêcher le Yémen d'aller vers le chaos ? Il semble que non : le tout sécuritaire a démontré son inefficacité dans la région.

## **QUE FAIRE ?**

Malgré sa singularité politique et économique au sein d'une péninsule arabique riche et dominée par des monarchies religieuses, le Yémen et ses crises sont intimement liés aux enjeux politiques, économiques et sécuritaires de la région, à la proximité avec les monarchies du Golfe mais aussi les foyers de violence et d'instabilité de la corne de l'Afrique. Les tentatives de sortie de crise se jouent, depuis quelques années, à l'échelle régionale. En 2008, le Qatar avait proposé un plan de paix pour mettre un terme à la guerre au Nord du Yémen. Celui-ci a fait long feu. Au printemps 2011, l'ensemble des pays du CCG a soumis un projet de sortie de crise. Rejeté en

bloc par les révolutionnaires, il a été accepté du bout des lèvres, après de trop longues tergiversations, par l'opposition et le Président. Lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU fait de l'initiative du CCG « la base » de la Résolution 2014, il alimente les tensions entre la rue et le pouvoir et la méfiance envers les propositions de la communauté internationale.

Un règlement « régional » du conflit est envisageable si les thuriféraires de l'initiative du CCG acceptent l'idée de la démocratisation du pays et d'une enquête criminelle internationale sur la répression de la révolution depuis janvier 2011. En bref, la défense par les pays du CCG de l'immunité du président Ali Abdallah Saleh, freine la progression des discussions. Cette immunité n'a rien d'anecdotique et elle illustre plus que l'amitié des dirigeants des monarchies du Golfe pour le président yéménite : elle est le signe de la réticence de ces dernières à voir s'effondrer les bastions de l'autoritarisme qui l'entourent et à entériner le principe de responsabilité des chefs d'Etat devant leur population. Les circonstances de la mort de Mouammar Kadhafi et le procès d'Hosni Moubarak constituent des avertissements puissants pour des régimes dont les souverains sont inaccessibles et magnifiés en permanence par les médias et dans l'espace public, qui voient s'effondrer un « ordre » familial et que la vengeance de foules ou de sociétés longtemps piétinées effraie.

Pourtant, la coopération entre le – très pauvre – Yémen et ses riches voisins semble la clef de la stabilisation du pays sur le long terme. Celle-ci favoriserait le développement économique, la pérennisation des flux d'aide, l'intégration des réseaux d'infrastructures, l'afflux d'investissements privés dans le pays et l'accès des migrants yéménites aux marchés du travail des pays exportateurs de pétrole. Toutefois, les monarchies du Golfe ne semblent pas pressées de s'associer durablement à un Yémen, sinon démocratique, du moins républicain. Le risque de contagion révolutionnaire rend aujourd'hui encore plus improbable la reprise du processus d'adhésion du Yémen au CCG, en panne depuis 1996. En juin 2011, l'organisation a d'ailleurs invité la Jordanie et le Maroc à rejoindre le « club » monarchique golfien, au mépris de la longue attente du Yémen dans l'antichambre de l'intégration régionale.

Les démocraties occidentales pourront-elles convaincre les monarchies du Golfe de favoriser une sortie de crise qui satisfasse toutes les parties ? Si elle veut y parvenir, la communauté internationale doit soutenir l'intégration de toutes les forces politiques du pays (partisans du pouvoir, opposition, *shabab*, houthistes, sudistes, islamistes...) dans les négociations. L'acceptation de l'initiative du CCG par les acteurs de la révolution et les forces engagées dans les différents conflits civils implique d'accompagner l'émergence politique des leaders du mouvement démocratique et leur inclusion dans les efforts de médiation comme dans un gouvernement de transition.

A moyen terme, l'initiative doit aussi favoriser la mise en place d'un régime fédéral dans lequel toutes les forces politiques et sociales seraient représentées – y compris celles que les partenaires régionaux et internationaux du Yémen jugent peu fréquentables – pour assurer une autorité légitime de l'Etat sur le territoire et la population. La réforme constitutionnelle qui doit accompagner la transition politique déterminera, tout à la fois, les modalités de sortie de crise, le devenir politique du président Saleh et de sa famille, la restructuration de l'opposition et la place des islamistes dans le jeu politique, la légitimité du nouveau régime et de ses acteurs enfin, et plus largement, l'avenir du pays.

## **L'ENJEU STRATEGIQUE**

En dépit de la désagrégation de l'Etat ou peut-être à cause d'elle, il est urgent pour les Etats-Unis et l'Europe d'approfondir leur coopération stratégique avec le Yémen en mêlant impératifs sécuritaires et urgences humanitaires. Face à l'anti-américanisme virulent des Yéménites, l'Union européenne a une carte à jouer si elle décide d'opter pour le renforcement de sa politique de sécurité et de défense dans la zone. Dans un espace stratégique continu qui va de la mer Rouge à l'océan Indien, la France – présente à Djibouti et, depuis 2009, à Abu Dhabi – joue aux côtés des

forces de l'OTAN un rôle discret mais essentiel dans la protection du trafic maritime, la lutte contre la piraterie et le terrorisme. Elle pourrait conforter sa position dans la zone par des missions civiles, d'aide et de protection des populations et de renforcement de la démocratie, notamment dans le contexte d'extrême fragilité économique et de famine qui touche la Somalie et menace Sana'a. L'appui de l'Europe à un Yémen en phase de démocratisation et de développement assurerait la stabilisation d'une zone de crise majeure située entre les pays exportateurs de pétrole et la corne de l'Afrique.